

Un autre coup porté à la démocratie en Amérique latine



Par Maria Josefina Arce

L'Amérique Latine assiste aujourd'hui à une persécution judiciaire contre des dirigeants progressistes, une des tactiques de la droite pour prendre le pouvoir dans les différentes nations de la région, avec l'approbation des États-Unis.

C'est un scénario qui couve depuis des années dans la région et qui est basé sur de fausses accusations, avec des preuves et des témoins peu fiables, que les grands médias reprennent à grand tapage.

La corruption est le crime choisi par les plus réactionnaires en Amérique latine pour accuser les anciens dirigeants, les éliminer de la scène politique et les empêcher de se présenter aux élections.

Les anciens présidents du Brésil, Lula, de l'Argentine, Cristina Fernández, de la Bolivie, Evo Morales et de l'Équateur, Rafael Correa, dont la popularité est reconnue, ont été et sont la cible de ces attaques, qui ne sont en aucun cas juridiquement soutenues et sont totalement biaisées.

Le Brésilien Luis Inacio Lula Da Silva et Dilma Rousseff et l'Argentine Cristina Fernández sont au centre de ces accusations concoctées par la droite.

Ces derniers mois, et à la lumière des prochaines élections générales en Bolivie et en Équateur, les anciens présidents Evo Morales et Rafael Correa ont vu les actions et les campagnes de discrédit à leur encontre se multiplier.

Dans les dernières heures, la peine de huit ans de prison prononcée contre Correa pour l'affaire dite de corruption a été ratifiée en Équateur, ce qui le prive à vie de toute fonction politique.

La confirmation de la sentence, obtenue en un temps record comme l'a dénoncé Correa, est ce qu'attendait anxieusement la droite, puisque l'ancien président se présenterait aux élections de février 2021 en tant que vice-président.

La situation n'est pas meilleure en Bolivie, où les autorités putschistes ont fait en sorte que Morales ne puisse pas non plus revenir sur la scène politique du pays, où il a de nombreux partisans pour sa politique en faveur des couches les plus défavorisées.

Une Cour constitutionnelle de La Paz a décidé que Morales n'est pas éligible au Sénat dans le département de Cochabamba pour le MAS, Mouvement vers le Socialisme, lors des élections du 18 octobre.

La droite considère Correa et Morales comme un danger car ils représentent une véritable alternative pour le peuple face à l'impitoyable néolibéralisme qui entraîne plus d'inégalités.

Avec ces décisions judiciaires, comme le déclare à juste titre l'Institut Simon Bolivar, la démocratie en Amérique latine a essuyé un rude coup. Les peuples de l'Équateur et de la Bolivie sont empêchés d'exercer librement leur volonté.

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/233700-un-autre-coup-porte-a-la-democratie-en-amerique-latine>



Radio Habana Cuba